

Unité départementale de la Somme  
53 rue de la Vallée  
80000 Amiens

Amiens, le 21/07/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/03/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SAINT LOUIS SUCRE SNC - SLS**

Parc du Millénaire 2  
35 rue de la Gare  
75019 Paris

Références : 2025-E10092  
Code AIOT : 0005102505

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/03/2025 dans l'établissement SAINT LOUIS SUCRE SNC - SLS implanté 55 Avenue du Général De Gaulle 80700 Roye. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAINT LOUIS SUCRE SNC - SLS
- 55 Avenue du Général De Gaulle 80700 Roye
- Code AIOT : 0005102505
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement Saint Louis Sucre (SLS) de Roye produit du sucre à partir de betteraves (activité saisonnière de septembre à février), transforme du sirop liquide en sucre (activité saisonnière de mars à mai) puis stocke, conditionne et expédie du sucre.

Le site est réglementé par les arrêtés préfectoraux des 16 janvier 1985 (exploitation de la sucrerie), 16 août 1995 et 17 mars 1997 (bassins de stockage des eaux usées), 31 juillet 2002 (extension du périmètre d'épandage), 16 décembre 2008 (exploitation d'une unité de stockage, tamisage et conditionnement de sucre) et 25 octobre 2019.

L'atelier de déshydratation a été repris par SLS (donner acte du 4 juillet 2022) et bénéficie de l'arrêté préfectoral d'autorisation initiale du 18 décembre 1984 et du 9 juillet 2010.

### Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN25 Sobriété hydrique

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Ouvrages de rejet – Chaudière Europac	Arrêté Préfectoral du 16/12/2008, article 3.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Valeurs limites d'émission – autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 16/12/2008, article 3.2.4 et 3.2.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	Valeurs limites d'émission – autosurveillance - sécheur	Arrêté Préfectoral du 09/07/2010, article 3.2.4.1	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prélèvements d'eau	AP Complémentaire du 25/10/2019, article 2.1.1	Sans objet
2	Prélèvements d'eau	AP Complémentaire du 25/10/2019, article 2.1.1	Sans objet
3	Prélèvements d'eaux en nappe par forage	Arrêté Préfectoral du 15/01/2010, article 3.1.2.2	Sans objet
4	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 16/12/2008, article 4.2.2	Sans objet
5	Ouvrages de	Arrêté Préfectoral du 16/12/2008,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	rejet – Chaudière Europac	article 2.2.2	
7	Valeurs limites d'émission – autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 16/12/2008, article 9.2.1	Sans objet
9	Ouvrages de rejet – sécheur 26000	Arrêté Préfectoral du 09/07/2010, article 3.2.3	Sans objet
10	Ouvrages de rejet – sécheur	Arrêté Préfectoral du 09/07/2010, article 3.2.1	Sans objet
11	Valeurs limites d'émission – autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 09/07/2010, article 5.2.1	Sans objet
13	Action régionale Prélèvement d'eau - sécheresse	Arrêté Préfectoral du 28/08/2023	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de faire le point sur les prélèvements d'eau de l'établissement. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire sera prochainement proposé à monsieur le préfet afin de prescrire la réalisation d'une étude technico-économique d'optimisation de la gestion de l'eau sur le site dans le cadre de l'action régionale menée par la DREAL Hauts-de-France sur le sujet. Un point sur l'état des forages a également été fait, des investigations sont à mener par l'exploitant sur le sujet. Les rejets atmosphériques de la chaudière Europac et du sécheur 26 000 ont également fait l'objet d'échanges. Des éléments sont également à transmettre par l'exploitant.

Dans l'hypothèse où les justificatifs ne seraient pas fournis dans le délai imparti, un projet d'arrêté de mise en demeure sera proposé à Monsieur le Préfet

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Prélèvements d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 25/10/2019, article 2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Origine des approvisionnements en eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>L'alimentation en eau de la sucrerie est assurée conjointement par le réseau d'adduction public ainsi que par deux forages.</i> <i>L'alimentation en eau de l'unité de stockage, tamisage et conditionnement de sucre est assurée par</i>

la biai du réseau d'adduction public pour :

- les besoins sanitaires,
- les appoints de la chaudière,
- le lavage des installations,
- la fabrication de sucre en morceaux.

Les prélèvements dans le milieu, qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :

	Origine de la Ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Consommation maximale annuelle (en m <sup>3</sup> )	Débit maximal spécifique (en m <sup>3</sup> / t de betteraves transformées)
P a r t i e conditionnement	Réseau public	Roye	21 000	
Partie Sucrierie	Réseau public	Roye	10 000	
Partie Sucrierie	Eau souterraine	Nappe de la Craie	250 000	0,2

#### Constats :

Les déclarations GERE de l'exploitant des dernières années ont été consultées et font état des données suivantes (en m<sup>3</sup>):

	2024	2023	2022	2021	2020	2019
R é s e a u public	27 499	22 678	20 805	24 727	5 333	12 581
E a u souterraine	152 590	131 050	211 210	177 850	238 750	213 176

Bien que les niveaux prélevés soient fluctuants d'une année sur l'autre, les limites maximales annuelles fixées ont donc été respectées ces dernières années.

<p>L'exploitant a indiqué avoir mis en place en 2017 un bassin de stockage des eaux condensées d'une capacité d'environ 120 000 m<sup>3</sup> qui sont ensuite réutilisées au printemps pour la campagne de cristallisation, et en partie en inter-campagne pour la campagne sirop. Plusieurs années ont été nécessaires pour trouver les bons usages de ces eaux, selon l'exploitant, ce qui explique les fluctuations de volumes prélevés constatées. En outre le développement d'un biofilm en fond de bassin constaté au début de la campagne 2023 a nécessité son nettoyage complet , ce qui a empêché son remplissage total en fin de campagne et la nécessité de compenser par des prélèvements supplémentaires en 2024 par rapport à 2023.</p> <p>Il s'est fixé un objectif de réduction de ses prélèvements de 47 % par rapport à la moyenne de prélèvement des années 2018 à 2022 qui est de 212 000 m<sup>3</sup>/an, soit un objectif de prélèvement de l'ordre de 112 000 m<sup>3</sup>/an d'ici 2027. L'exploitant travaille donc actuellement sur l'optimisation de l'utilisation du bassin d'eaux condensées notamment.</p> <p>Par ailleurs l'exploitant a indiqué ne pas suivre le ratio spécifique en m<sup>3</sup>/t de betteraves transformées de 0,2 m<sup>3</sup>/t . Néanmoins l'exploitant a indiqué avoir transformé ces dernières années entre 1,6 et 1,9 millions de betteraves, rapportées à un prélèvement qui a oscillé ces trois dernières années entre 131 050 m<sup>3</sup> en 2023 et 211 210 m<sup>3</sup> en 2022 cela donne un ratio spécifique ayant pu osciller entre 0,07 et 0,13 m<sup>3</sup>/t de betteraves transformées. Le suivi du ratio m<sup>3</sup>/ t de sucre semble plus pertinent à l'exploitant.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Prélèvements d'eau

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 25/10/2019, article 2.1.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Compteur</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>L'installation de prélèvement d'eau souterraine est munie d'un dispositif de mesure totalisateur de type volumétrique relevé quotidiennement en campagne sucrière et suivant une fréquence hebdomadaire le reste de l'année. Les résultats sont portés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les index observés à la fin de chaque année civiles sur les forages y sont également archivés.</i></p> <p><i>Les consommations d'eau issue du réseau public sont suivies par les facture semestrielles.</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Concernant les prélèvements en eau souterraine un relevé quotidien est effectué tout au long de l'année. Le registre informatisé a été présenté à l'inspection des installations classées. Les index annuels sont bien relevés également.</p> <p>L'exploitant a par ailleurs précisé que les réseaux de distribution sont majoritairement aériens, ce qui facilite l'éventuelle constatation de fuites.</p>

Concernant les prélèvements au réseau public, au-delà du suivi par la biais des factures l'exploitant a indiqué être alerté par la communauté de communes de Roye en cas de surconsommation constatée afin qu'il puisse en rechercher l'origine.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Prélèvements d'eaux en nappe par forage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/01/2010, article 3.1.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien des forages
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>L'établissement exploite deux forages pour l'alimentation en eau du process et des différents circuits de refroidissement. Ces ouvrages dénommés « forage Granges » et « forage Gare »prélèvent dans la nappe de la craie.</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué que la création des forages datait du début des années 1940. Aucun entretien récent n'y a été effectué, ni de vérification de leur état. L'exploitant a indiqué qu'il envisageait de programmer un passage caméra dans chacun des deux forages en 2025, et qu'une fréquence de maintenance sera ensuite définie en fonction de l'état constaté suite au diagnostic par caméra.</p> <p>Lors de la visite terrain, il a été constaté que la tête du forage Granges situé dans une fosse maçonnée était entièrement sous l'eau. L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer avec précision l'origine de cette eau le jour de la visite</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b><u>Demande n° 1 :</u></b> l'exploitant informera sous 6 mois l'inspection des installations classées des conclusions du diagnostic de l'état des forages suite au passage caméra, et de l'éventuel plan d'actions en découlant (relatif à l'entretien notamment) .</p> <p><b><u>Demande n° 2 :</u></b> Dans le même délai, l'exploitant investiguera les raisons de la présence d'eau inondant la fosse dans laquelle se trouve le forage Granges (eau pluviale, eau souterraine du fait d'une nappe « artésienne »..) Il devra par ailleurs étudier la possibilité de protéger la tête de forage en application des dispositions de la norme NFX 10-999 «<i>Forage d'eau et de géothermie - Réalisation, suivi et abandon d'ouvrage de captage ou de surveillance des eaux souterraines réalisés par forages</i> » (notamment son chapitre 12) afin d'éviter que cette situation ne se reproduise.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2008, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis</i></p>

à jour, en particulier après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne, dans le réseau communal ou vers le milieu naturel).

#### Constats :

Un plan daté du 4 avril 2024 a été présenté lors de la visite. Le réseau de distribution d'Eau de ville est représenté. Le réseau d'eau de distribution d'eau de forage est représenté depuis les forages jusqu'à la cuve tampon de 1000 m<sup>3</sup> qui répartit ensuite l'eau dans l'usine. L'exploitant a indiqué qu'il manquait la localisation d'une canalisation au niveau de la sucrerie plus complexe à représenter. Il a néanmoins signalé qu'il s'agissait d'une canalisation aérienne.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

**Demande n°3** : L'exploitant veillera à l'exhaustivité de la représentation des réseaux de distribution de l'eau sur son plan des réseaux afin de pouvoir identifier avec précision le circuit de l'eau distribuée sur le site.

**Type de suites proposées** : Sans suite

#### N° 5 : Ouvrages de rejet – Chaudière Europac

**Référence réglementaire** : Arrêté Préfectoral du 16/12/2008, article 2.2.2

**Thème(s)** : Risques chroniques, Évacuation des rejets

#### Prescription contrôlée :

Désignation Débit nominal Vitesse d'éjection minimale

Conduit n°1 20 000 Nm<sup>3</sup>/h 5 m/s

De plus, l'Art 49 - AM 02/02/98

Art 49 - AM 02/02/98 (ou prescription équivalente en fonction du type d'activité, cf AM sectoriel ou AP)

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

Notamment, les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée.



*L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.*

**Constats :**

Visuellement, les ouvrages de rejets ne présentent pas de dégradation et en sortie de cheminée aucun obstacle n'est présent.

Compte tenu de l'arrêt momentané de la chaudière (maintenance liée à un problème moteur), l'inspection des installations a pu avoir accès à l'intérieur arrière (partie avant le conduit d'évacuation) et y constater la présence de particules de poussières. L'exploitant explique en effet avoir dû réparer en interne la porte d'accès à l'arrière de la chaudière avec du ciment réfractaire qui s'est effrité dans le temps, ce qui peut expliquer selon lui la concentration élevée de poussières lors du contrôle inopiné (cf point de contrôle n°8). Depuis, la porte a été réparée par un professionnel. Un bon de commande de réparation, n°4501979798 du 12/09/2023 à la société Facultatieve technologies FDI, en atteste. Afin d'évacuer les poussières de ciment encore présentes, l'exploitant propose de réaliser, lors la prochaine période estivale, un ramonage des ouvrages de rejet de la chaudière Europac.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande n° 4** : Dans un délai de 2 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées un document attestant que le ramonage des ouvrages de rejet de la chaudière Europac a été réalisé.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Ouvrages de rejet – Chaudière Europac**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/12/2008, article 3.2.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Points de prélèvement

**Prescription contrôlée :**

*[...] Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet ci-après doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesures des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier, les dispositions de la norme NF 44-052 (puis norme EN 13284-1) sont respectées. Ces points doivent être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées. [...]*

**Constats :**

Le laboratoire ayant réalisé le dernier contrôle inopiné des émissions atmosphériques de ce conduit du 4 au 6 novembre 2024 indique dans son rapport que « *la canne de prélèvement ne rentre pas dans le conduit* ». L'inspection des installations classées a échangé en amont de la visite avec le laboratoire qui a précisé que l'orifice de prélèvement était non normalisé, ce qui empêche

d'utiliser la sonde tel que le prévoit la norme. Ceci peut avoir un impact important sur les résultats avec une incertitude élevée.

L'inspection des installations classées a constaté lors de la visite la présence d'un point de prélèvement au niveau de la conduite d'évacuation de la chaudière Europac. Les normes de prélèvement et de mesurage prévoient la présence de deux orifices pour les prélèvements. L'exploitant confirme que la normalisation du conduit lui a été demandé par le laboratoire MAPE groupe ayant réalisé le dernier contrôle inopiné .

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande n°5** : Dans un délai de 3 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées un justificatif attestant de l'effectivité des travaux de normalisation des prélèvements et mesurages de la chaudière Europac (2ème orifice de prélèvement).

**Type de suites proposées** : Avec suites

**Proposition de suites** : Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais** : 3 mois

**N° 7 : Valeurs limites d'émission – autosurveillance**

**Référence réglementaire** : Arrêté Préfectoral du 16/12/2008, article 9.2.1

**Thème(s)** : Risques chroniques, Programme de surveillance des émissions – transmission des résultats

**Prescription contrôlée :**

*Les mesures de surveillance pour la chaudière fonctionnant au gaz naturel sont les suivants [...]*

*Intégrer la capture d'écran du tableau d'autosurveillance*

*Ces analyse sont menées par un organisme agréé par le ministre de l'environnement selon les méthodes normalisées en vigueur. Les mesures sont effectuées sur une durée minimale d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.*

**Constats :**

En 2024, l'ensemble des paramètres sus-visés ont été analysés dans le cadre du contrôle inopiné réalisé par le laboratoire MAPE Groupe. Les résultats de ces analyses ont été utilisés pour réaliser la déclaration annuelle sous GEREP.

Pour les années antérieures, les résultats des analyses transmises dans GEREP mettent en évidence l'absence d'analyse notamment pour le paramètre « poussières ». L'exploitant a expliqué ne pas avoir transmis les bonnes références réglementaires au laboratoire APAVE, chargé de son programme de surveillance des émissions annuelles. Afin de rectifier cette erreur, l'exploitant prévoyait de réaliser en avril 2025 des mesures de surveillance conformément aux articles 9.2.1, 3.2.4 et 3.2.5 de l'arrêté préfectoral du 16/12/2008. Un bon de commande 2696723.1 du 17/03/2025 passé entre Saint-Louis Sucre à Roye et le laboratoire APAVE, transmis à l'inspection des installations classées, en atteste.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Observation** :

Il serait judicieux que l'exploitant s'assure chaque année de transmettre les bonnes références réglementaires au laboratoire qu'il mandate pour réaliser la surveillance des émissions atmosphériques de son site.

Lors des prochaines déclarations GERP, l'exploitant s'assurera de renseigner l'ensemble des paramètres prévus dans le cadre de son autosurveillance atmosphérique.

Type de suites proposées : Sans suite

#### N° 8 : Valeurs limites d'émission – autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2008, article 3.2.4 et 3.2.5

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission

##### Prescription contrôlée :

##### 3.2.4 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Les effluents atmosphériques issus de la chaudière et des équipements de dépoussiérage doivent respecter les valeurs limites ci-après :

	Polluants	Concentrations maximales (en mg/Nm <sup>3</sup> )
Conduit n° 1	Oxydes de soufre en équivalent SO <sub>2</sub> Oxydes d'azote en équivalent NO <sub>2</sub> Poussières Monoxyde de carbone	35 150 5 100
Conduit n° 2 à 8	Poussières	5

Les limites de rejet en concentration sont exprimées :

=> sur gaz sec à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals)

=> à teneur en O<sub>2</sub> de référence de 3 %.

##### 3.2.5 Valeurs limites des flux de polluants rejetés

Les quantités de polluants rejetés à l'atmosphère par la chaudière ainsi que les dépoussiéreurs sont inférieurs aux flux maxima recensés dans le tableau suivant :

	Polluants	Flux Maxima (en kg/h)

Conduit n° 1	Oxydes de soufre en équivalent SO <sub>2</sub> Oxydes d'azote en équivalent NO <sub>2</sub> Poussières Monoxyde de carbone	0,7 2 0,1 2
Conduit n° 2	Poussières	0,25
Conduit n° 3	Poussières	0,25
Conduit n° 4	Poussières	0,235
Conduit n° 5	Poussières	0,25
Conduit n° 6	Poussières	0,05
Conduit n° 7	Poussières	0,0175
Conduit n° 8	Poussières	0,0075
Conduit n° 9	Poussières	0,0075

#### Constats :

Le rapport du 12/12/2024 du contrôle inopiné air (référéncé G003241763-01) réalisé par le laboratoire MAPE Groupe met en évidence un dépassement des concentrations maximales pour le paramètre « poussières » : 10,17 mg/Nm<sup>3</sup> sur sec supérieur au double de la valeur limite d'émission fixée à 5 mg/Nm<sup>3</sup>. Pour l'exploitant, ce dépassement est lié à la présence de poussières de ciment (réparation de la chaudière) donc occasionnel et non pérenne (cf point de contrôle n°5). Les résultats du contrôle des paramètres de surveillance prévu en avril 2025 devraient apporter des éléments de comparaison.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

**Demande n° 6** : A réception des résultats du contrôle des paramètres de surveillance de la chaudière Europac prévu en avril 2025, l'exploitant les transmettra à l'inspection des installations classées sous 1 mois.

**Type de suites proposées** : Avec suites

**Proposition de suites** : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

**N° 9 : Ouvrages de rejet – sécheur 26000**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/07/2010, article 3.2.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Évacuation des rejets

**Prescription contrôlée :**

Désignation	Hauteur	Débit maximal	Vitesse d'éjection minimale
Sécheur 26 000	35 m	130 000 Nm <sup>3</sup> /h	8 m/s

*De plus, selon l'Article 49 de l'arrêté ministériel du 02/02/98 :*

*Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.*

*Notamment, les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.*

**Constats :**

Visuellement, l'inspection des installations classées a constaté le jour de la visite la présence de deux points de prélèvements au niveau des conduits externes d'évacuation du sécheur 26 000 ainsi que l'absence d'obstacle en sortie de conduit. Quelques mètres au-dessus des points de prélèvements sont également présentes des buses d'injection d'eau, pour éviter le risque de départ de feu de poussières.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Ouvrages de rejet – sécheur**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/07/2010, article 3.2.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Points de prélèvement

**Prescription contrôlée :**

*[...] Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, doivent être aménagés (plate forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesures des particules) de manière à permettre des mesures*

<p><i>représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère.</i></p> <p><i>Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées. [...]</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les résultats du contrôle inopiné réalisé par le laboratoire MAPE Groupe du 4 au 6 novembre 2024 sont remis en cause par l'exploitant. Il explique que la canne de prélèvement utilisée est inadaptée à son sécheur qui au niveau du conduit de rejets présente des caractéristiques différentes de celles d'une chaudière (présence de buses d'eau). D'après le laboratoire d'analyse APAVE, mandaté par Saint-Louis Sucre à Roye pour la surveillance des émissions atmosphériques de son site, la présence de gouttelettes d'eau sur le conduit d'évacuation nécessite d'utiliser des cannes en S et non des cannes en L. L'exploitant en a fait part au laboratoire MAPE Groupe qui lors du prochain contrôle inopiné utilisera un tube de Pitot S, plus adapté aux environnements à forte hygrométrie (échanges par courriel du 10/02/25 présenté par l'exploitant).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 11 : Valeurs limites d'émission – autosurveillance**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/07/2010, article 5.2.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Programme de surveillance des émissions – transmission des résultats</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>L'exploitant met en place un programme de surveillance des rejets atmosphériques [...]</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les résultats d'autosurveillance du sécheur 26000 sont retranscrits dans la déclaration annuelle sur GEREP depuis 2021, pour partie seulement et de manière variable : 6 paramètres renseignés en 2023 et 2024 (COVNM, CO, CH<sub>4</sub>, Nox, SO<sub>2</sub>, Poussières), 5 paramètres renseignés en 2022 (CO, CH<sub>4</sub>, NOx, SO<sub>2</sub>, Poussières) et 4 en 2021. Ces mesures ne correspondent que pour partie à celles prévues par l'article ci-dessus.</p> <p>En complément l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le rapport APAVE du 8/01/2025 de campagne annuelle confirmant la fréquence annuelle de mesures pour les métaux décrits à l'article ci-dessus.</li> <li>- le rapport APAVE du 9/01/2025 de campagne trimestrielle présentant une des deux mesures attendues, pour les NO<sub>2</sub> et SO<sub>2</sub> (mesure du 05/12/2024). La seconde mesure de campagne trimestrielle pour ces paramètres est présente dans le rapport APAVE de campagne annuelle du 8/01/2025 (mesure au 18/11/2024).</li> <li>- les poussières ont été analysées mensuellement au cours de la dernière campagne : mesures les 30 octobre, 18 novembre, 13 décembre 2024 (cf. respectivement les rapports APAVE du 15/11/2024, du 8/01/2025 et du 31/01/2025).</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p>

**Observation :**

Il pourrait être judicieux que l'exploitant centralise les résultats de surveillance de ces émissions atmosphériques dans un tableau basé sur son programme de surveillance car les rapports d'analyse présentés mélangent les paramètres et périodicité, ce qui ne facilite pas la lecture des résultats et le contrôle du plan de surveillance.

Lors des prochaines déclarations GEREP, l'exploitant s'assurera de renseigner les émissions de l'ensemble des paramètres prévus dans le cadre de son autosurveillance atmosphérique.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 12 : Valeurs limites d'émission – autosurveillance - sécheur**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/07/2010, article 3.2.4.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limites d'émission

**Prescription contrôlée :**

*Rejets issus des sécheurs*

*Les effluents atmosphériques, après traitement par cyclone et cheminées laveuses, doivent respecter les valeurs limites ci-après :*

Paramètres	Conduites n°1 et n°2		
	Concentrations instantanées en $\text{mg}/\text{Nm}^3$	Flux horaire en $\text{kg}/\text{h}$ conduit n°1	Flux horaire en $\text{kg}/\text{h}$ conduit n°2
[...] COV non méthaniques	40	5,2	8

*Les limites de rejet en concentration sont exprimées :*

*=> sur gaz humides à conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals)*

*=> à teneur en  $\text{O}_2$  de référence de 12 % en volume.*

**Constats :**

Le rapport de contrôle inopiné Air du 24 décembre 2024 du laboratoire MAPE Groupe, référencé G003241763-0, met en évidence un dépassement en concentration et en flux des Composés Organiques Volatils Non Méthaniques (COVNM) pour le sécheur 26 000. Ces dépassements sont nettement supérieurs à 2 fois les VLE :  $802 \text{ mg}/\text{Nm}^3$  sur gaz humides en concentration pour une VLE à  $40 \text{ mg}/\text{Nm}^3$  et  $15,6 \text{ g}/\text{h}$  sur gaz humides en flux pour une VLE à  $5,2 \text{ g}/\text{h}$ . Pour l'exploitant, ces mesures ne sont pas représentatives des rejets COVNM du sécheur 26 000

(cf. rapport APAVE 22302228-1 du 17/01/2023 caractérisant les rejets atmosphériques du Sécheur 26 000) car le laboratoire d'analyses MAPE Groupe n'a pas tenu compte des caractéristiques propres au sécheur aussi bien lors des mesures (cf. point de contrôle n°11) que lors des analyses. Les fumées, issues à la fois d'une combustion au gaz naturel puis d'un séchage, possèdent des caractéristiques qui ne sont pas comparables à celles des fumées d'une chaudière : très forte humidité relative des fumées, taux d'oxygène beaucoup plus élevé. Interpellé sur le sujet, le laboratoire MAPE Groupe prévoit d'adapter son analyse lors du prochain contrôle inopiné afin que l'humidité dans les gaz analysés soit la plus proche possible de zéro. Le prochain contrôle inopiné qui devrait être réalisé dans les conditions de représentativité nécessaires permettra de statuer sur la conformité des rejets pour ce paramètre.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Observation :

Lors du contrôle inopiné de la DREAL qui sera réalisé en 2025, l'exploitant fera le nécessaire auprès du laboratoire mandaté par la DREAL pour que le prélèvement soit réalisé dans les conditions normales de fonctionnement, notamment en ce qui concerne la mesure des COVNM.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 13 : Action régionale Prélèvement d'eau - sécheresse**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 28/08/2023

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prélèvements d'eau

**Prescription contrôlée :**

Présentation de l'action régionale

**Constats :**

Le sujet de l'action régionale de l'inspection des installations classées sur les prélèvements d'eau et la sécheresse auprès des ICPE consommant plus de 50 000 m<sup>3</sup>/an d'eau a été évoqué. Une réunion ayant pour but de présenter le contexte, et l'action, aux établissements concernés du département de la Somme a été organisée en visioconférence le 4 février 2021. L'exploitant y avait assisté.

Depuis plusieurs années, la sobriété hydrique figure parmi les priorités d'actions nationales de l'inspection des installations classées fixées par le Ministère de la transition Ecologique.

La commune de Roye est située dans le Bassin versant de l'**Avre** placé en « **alerte sécheresse** » par arrêté préfectoral du 4 août 2022, jusqu'en fin d'année 2022. En 2023 le bassin versant a été placé en alerte sécheresse par arrêté préfectoral du 15 juin 2023, puis en alerte renforcée sécheresse par arrêté du 17 juillet 2023 puis à nouveau en alerte par arrêté du 28 août 2023, jusqu'au 29 décembre 2023.

La société Saint-Louis Sucre prélève ses eaux au réseau public de la Commune de Roye , mais



également en eaux souterraines via deux forages, dans la nappe de la Craie de la moyenne vallée de la Somme (code Sandre : FR AG 312).

Par courrier du 26 mars 2019, l'inspection des installations classées a questionné les gros préleveurs (> 50 000 m<sup>3</sup>/an), dont fait partie Saint-Louis Sucre, sur leurs pratiques en matière de réduction des prélèvements d'eau depuis plusieurs années, et notamment lors des périodes de sécheresse. L'exploitant a notamment précisé par courrier du 10 avril 2019 que : *« afin de réduire notre consommation d'eau de forage, nous avons réhabilité en 2017 un bassin d'eau pour y stocker l'eau condensée issue de l'évaporation. Le coût de ce projet s'est élevé à 2,45 millions d'euros. [...] Cette eau condensée permettra l'économie de 100 000 m<sup>3</sup> d'eau de forage consommée par an »*

Lors de la visite, au regard de ses niveaux de prélèvement, l'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant qu'il était concerné par l'action régionale, et a évoqué les dispositions associées :

- réduction des niveaux de prélèvements limites en corrélation avec les prélèvements réels ;
- transmission des relevés via l'application GIDAF selon une fréquence trimestrielle hors période de sécheresse, et mensuelle en période de sécheresse ;
- remise sous 9 mois d'une étude technico-économique d'optimisation de la gestion de l'eau sur le site dans le but réduire les prélèvements ;
- remise sous 9 mois d'un plan d'actions « sécheresse » avec pour objectifs une diminution des prélèvements de 5 % en cas de vigilance renforcée ; 10 % en cas d'alerte ; 20 % en cas d'alerte renforcée.

La proposition du projet d'arrêté préfectoral complémentaire correspondant fera l'objet d'un rapport distinct à Monsieur le Préfet.

**Type de suites proposées :** Sans suite